



Déclaration des élu(e)s CGT CTL Hautes Pyrénées du 10 avril 2015.

Les 22 et 29 mars 2015, les citoyens se sont exprimés à l'occasion des élections départementales en sanctionnant massivement le gouvernement et sa politique. Le taux record d'abstention, notamment dans les classes sociales populaires, est révélateur de la perte de confiance des électeurs envers les gouvernements successifs, qui appliquent tous la même politique : cadeaux aux entreprises, austérité pour les salariés, gel des salaires, destruction des acquis sociaux et du droit du travail, de la protection sociale, des emplois publics et du service public.

Avec le gouvernement Hollande-Valls, le pacte de responsabilité et la loi Macron organisent ces régressions en obéissant aux injonctions du MEDEF et aux exigences européennes de réduction des déficits.

Pour les fonctionnaires en général, cela se traduit par le gel du point d'indice depuis 2010 et au moins jusqu'à 2017, les baisses des promotions, la mise en œuvre du salaire au mérite par le déploiement progressif du RIFSEEP, des reculs en terme de rémunérations accessoires, comme le hold-up sur la prime d'intéressement aux finances publiques.

A la DGFIP, la démarche stratégique en est la déclinaison désastreuse avec son cortège de suppressions d'emplois et de démantèlement du service public. La loi de finances 2015 s'est traduite à la DDFIP 65 par 9 suppressions d'emplois qui viennent s'ajouter aux 150 de la décennie précédente.

Votre plan pluriannuel d'adaptation du réseau, dont nous vous demandons la communication, sera obligatoirement porteur de restructurations et destructions de services.

A cet égard il vous faut cesser de jouer à ce jeu de poker menteur qui consisterait à vouloir faire croire aux agents que vous n'êtes au courant de rien et que vous agiriez au fil de l'eau. Si tel était le cas ce serait grave et signe d'une véritable absence de pilotage dans le département, mais nous ne ferons pas cette analyse, nous voyons plutôt dans cette attitude un réel mépris pour les agents du département soucieux de l'avenir des missions de service public et de leur avenir professionnel.

Comment ne pas avoir cette analyse alors que vous vous évertuez à rejeter d'un revers de main les expressions des agents et de leurs représentant(e)s dans le cadre de l'aménagement immobilier de la DDFIP, de même vous dites vous préoccuper des conditions de travail mais vous vous préparez à charger la barque des agents des SIP dans le cadre de la campagne IR qui débute.

Il est grand temps que vous répondiez sur les opérations que vous comptez engager : maillage territorial, transferts de l'enregistrement au service de publicité foncière, avenir des trésoreries hospitalières, création du PCR, avenir des SIE de Lourdes et de Lannemezan...

S'agissant de la réduction des horaires d'accueil du public, à première vue, dans le contexte actuel où accomplir ses missions en temps et en heure et rendre un service public de qualité relève de plus en plus de la gageure, l'intention de réduire les horaires d'ouverture au public peut paraître intéressante et accommodante.

Sauf que... avant de s'engager dans une voie hasardeuse pour la pérennité du service public des finances, il faut réfléchir aux conséquences et voir plus loin que la solution de facilité qui est proposée.

La fusion Impôts/Trésor nous a été présentée comme la 8ème ou 9ème merveille du monde.

Les « fusionneurs » disaient placer l'usager et l'accueil au cœur des réformes. Et les managers mettaient une énergie débordante à nous convaincre à coup de certifications, de charte Marianne, de visites d'usagers/clients mystères, de spots de pub sur le guichet fiscal unique, d'affiches vantant le taux de satisfaction des citoyens en visite dans nos centres...

Quelques années plus tard, quel est le constat ?

A coup de suppressions d'emplois, 2.000 de plus en 2015, auxquelles il faut rajouter 3.000 vacances d'emplois, la DGFIP n'a plus les moyens d'assurer l'accueil du public.

Plutôt que de créer les emplois nécessaires, elle préfère restreindre les ouvertures. C'est révélateur de l'incurie de celles et ceux qui ont déstructuré nos services.

Aujourd'hui, après le lessivage et l'essorage des budgets, des missions et des emplois, on mesure à quel point le sens du service et de l'accueil du public est loin des préoccupations de la DGFIP...

Quel est le but recherché ? A l'évidence, pallier le manque de personnel dû aux suppressions d'emplois successives et massives à la DGFIP.

De plus, cette question de l'accueil physique travaille nos décideurs : en effet, comment se fait-il que, malgré tous les efforts déployés en matière de promotion des nouvelles technologies, de la dématérialisation, le citoyen contribuable, ce récalcitrant, éprouve encore le besoin de venir à notre rencontre, dans nos centres ?

Pour la DG, la qualité et le temps consacrés à l'accueil physique seraient un frein au développement des autres possibilités de contacter nos services.

Un des buts est d'habituer les contribuables à ne plus disposer d'un accueil de proximité afin d'anticiper les futures fermetures de sites. Bercy cherche à réorienter les usagers vers des plates-formes téléphoniques, la communication par mail, de futurs centres de contact... Externaliser ne lui fait pas peur...

La DGFIP aime se targuer d'être la bonne élève de la Modernisation de l'Action Publique ! (Bon, c'est vrai que les cadres ont pu gagner de jolies primes grâce à leur empressement au changement !)

Ainsi, l'administration profite d'une situation toujours plus tendue pour essayer de faire valider par les agents une réforme régressive concernant les heures d'ouverture.

En fait, l'hypocrisie est à son comble, après avoir vanté l'accueil, vous vendez la réduction des horaires d'accueil au nom de la prise en compte des difficultés rencontrées par les agents.

Cela fait effectivement des années que les conditions de travail des agents se détériorent sans que la DGFIP ne s'en émeuve ni ne donne les moyens pour y répondre.

Car une chose est sûre, et nous avons pu le constater lors de nos récentes visites de sites, la souffrance au travail explose partout. Des petits trésoreries, mais déjà se profilent de réelles difficultés pour des trésoreries de plus grande importance, aux SIE du département, le mal être est partout.

Aujourd'hui c'est la santé des agents dont il s'agit.

A cet égard il faudra programmer rapidement un CTL sur les conditions de travail et il vous faut donner à l'assistante de prévention les réels moyens de pouvoir exercer sa fonction alors qu'un plan de prévention des risques psycho sociaux doit être mis en place.

La souffrance au travail s'installe dans nos services et pour la CGT, il n'est pas question d'attendre qu'un drame se produise avant de réagir.

Notre réseau est aujourd'hui en grave danger, les agents sont à bout et ils l'ont exprimé massivement lors de la journée de grève du 9 avril où 1 agent sur deux était en grève en dépit de la disette salariale vécue depuis 6 ans.

Les taux de grévistes de certaines structures devraient d'ailleurs appeler votre attention tant ils sont révélateurs d'un ras le bol généralisé.

Aujourd'hui tout contribue à fragiliser la DGFIP dans ses missions et à la décrédibiliser aux yeux des usagers et des partenaires.

Les agents rejettent massivement vos réformes. Ils l'ont exprimé en vous interpellant directement à l'occasion du boycott du CTL emplois.

Ils vous ont exprimé leur attachement à leurs missions et au service public. Ils vous ont dit leur ras-le-bol des réformes qui se succèdent à un rythme effréné et de la dégradation de leurs conditions de travail.

Ils l'ont encore dit fortement hier.